



REPUBLIQUE FRANCAISE
ARRONDISSEMENT : MURET
CANTON : AUTERIVE
MAIRIE - 31390 BOIS DE LA PIERRE
1 place de la Mairie
Email : mairie.boisdelapierre@orange.fr
Tél. : 0561878608

PROCES-VERBAL de la SEANCE du vendredi 07 AVRIL 2023 n° 2023-03

Réunion : 07 avril 2023 – 20 heures 30
Convocation : 31 mars 2023
Secrétaire : Laurence MARLATS
Présents : Laetitia BOINEAU, Jérôme BRISSEAU, Jocelyne DI MARE, Amandine GARCIA VILLAR, Laurence MARLATS, Stéphane WAWRZYNIAK, Éric WOUTERS.
Absentes : Déolinda BERGES, Estelle RAMBLA-DINNAT.
Absente excusée ayant donné procuration :
Hesther GROOT a donné procuration à Éric WOUTERS.

L'an deux mille vingt-trois, le sept avril, à 20 heures 30, les membres du Conseil Municipal de la commune de BOIS DE LA PIERRE régulièrement composé, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de monsieur WAWRZYNIAK Stéphane, Maire.

Monsieur le Maire rappelle l'ordre du jour qui est le suivant :

- Approbation des comptes-rendus de séances du 24 février 2023 et 10 mars 2023
- Délibération n° 2023-03-01 : vote des taux TFPB et TFPNB notification état 1259 année 2023
- Délibération n° 2023-03-02 : subvention associations et écoles 2023
- Délibération n° 2023-03-03 : vote du budget primitif 2023
- Délibération n° 2023-03-04 : projet apiculture
- Délibération n° 2023-03-05 : remplacement du caveau communal et création d'un dépositaire
- Délibération n° 2023-03-06 : proposition commerciale module graphique cimetière
- Délibération n° 2023-03-07 : étude environnementale tranche optionnelle phases 2 et 3
- Délibération n° 2023-03-08 : demande de subvention Région – Etude urbaine TURBINES
- Délibération n° 2023-03-09 : annule et remplace la délibération 2022-05-03 « mise en place alarmes » erreur matérielle
- Délibération n° 2023-03-10 : motion contre la réforme des retraites
- Questions diverses

Les conseillers municipaux présents forment la majorité des membres en exercice.
En ouverture de séance, il est procédé à l'**ELECTION DU SECRETAIRE de SEANCE** :
Madame Laurence MARLATS se propose pour cette session.
Madame Laurence MARLATS est élue, à l'unanimité des présents et des représentés.

Monsieur le Maire demande s'il y a des modifications à apporter au procès-verbal du 24 février 23.
Le compte-rendu de séance du 24 février 2023 doit être rectifié.

DELIBERATION : LANCEMENT DU RECOURS EN TANT QUE CANDIDAT CONTRE LA SAFER
(demande d'annulation du choix du candidat par la commission technique locale pour non-respect et non-conformité de la procédure de sélection)

- Il faut lire «**09 voix POUR** et non 07 voix POUR».

DELIBERATIONS « CONVENTION FRAIS DE SCOLARITE CARBONNE » et « NOUVEAUX TARIFS DE LOCATION DE LA SALLE DES FETES – CHOIX D'UN RESPONSABLE LOCATION SALLE DES FETES »

- Le terme « présents » doit être supprimé. Il faut lire « **le conseil municipal, à l'unanimité des membres** et non à l'unanimité des membres présents ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **APPROUVE À L'UNANIMITÉ**, ces rectifications.

Monsieur le Maire demande s'il y a des modifications à apporter au procès-verbal du 10 mars 23. Aucune modification, le procès-verbal est approuvé et signé.

DELIBERATION n° 2023-03-01 : VOTE DES TAUX TFPB et TFPNB NOTIFICATION ETAT 1259 ANNEE 2023.

Monsieur le Maire rappelle les dispositions de l'article 1636 B sexies du Code Général des Impôts (CGI) selon lesquelles le conseil municipal vote chaque année les taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS). Il précise que le taux de la taxe d'habitation, figé de 2020 à 2022, est de nouveau voté à compter de 2023. Cette taxe ne concerne plus que les résidences secondaires et les locaux meublés non affectés à l'habitation principale.

En conséquence, Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de :

- maintenir en 2023 comme suit les taux au niveau de ceux de 2022

TAXES	Taux 2022 (rappel)	Taux 2023
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties	29.63	29.63
Taxe Foncière sur les Propriétés non Bâties	46.50	46.50
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à la résidence principale (THRS)	14.30	14.30
Cotisation Foncière des Entreprises	19.51	19.51

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres :

- **DECIDE de RECONDUIRE et de VOTER** pour l'année 2023 les taux ci-dessus
- **CHARGE** Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

ADOPTE A L'UNANIMITE

DELIBERATION n° 2023-03-02 : SUBVENTIONS ASSOCIATIONS ET ECOLES 2023

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres, s'est prononcé favorablement sur les attributions suivantes et **DECIDE** de verser les subventions pour les demandes instruites telles que figurant ci-dessous :

- ACCA BOIS DE LA PIERRE : 500 € **05 VOIX POUR – 03 ABSTENTIONS**
(Mesdames DI MARE et GROOT H, monsieur WOUTERS E.)
- PROJET VIA GARONA 2023 : 800 € **08 VOIX POUR**
- ECOLE JOSEPH NIEL : 600 € **07 VOIX POUR – 01 ABSTENTION**
(WAWRZYNIAK S)
- CROIX ROUGE FRANCAISE Unité locale de CARBONNE : 300 € **08 VOIX POUR**

DELIBERATION n° 2023-03-03 : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2023

Vu la délibération n° 2023-02-02 du 10 mars 2023 statuant sur les résultats du compte administratif 2022 du budget de la collectivité

Vu les articles L 2311-5 et R2311-11 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant les règles d'affectation des résultats

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **APPROUVE** le budget primitif 2023 arrêté comme suit

Section	DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement	990 670.40 €	990 670.40 €
Investissement	433 500.00 €	433 500.00 €
TOTAL	1 424 170.40 €	1 424 170.40 €

ADOpte A L'UNANIMITE

DELIBERATION n° 2023-03-04 : PROJET APICULTURE

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'installer trois ruches à proximité du lac de PEYSSIES. Ce projet vise à participer à la protection des populations d'abeilles et au renforcement de la pollinisation, source de biodiversité végétale et animale.

A ce titre, Monsieur le Maire présente le devis « Aux secrets des abeilles » dont le tarif annuel s'élève à 1500 euros.

Par **07 VOIX POUR, 01 ABSTENTION** (GARCIA VILLAR Amandine), le Conseil Municipal

⇒ **AUTORISE** l'implantation de ruches sur le terrain communal à proximité du lac de PEYSSIES.

⇒ **APPROUVE** le devis de « Aux secrets des abeilles d'un montant de 1500 €

⇒ **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à cette opération.

⇒ **SOLLICITE** du Conseil Départemental, du Conseil Régional et de l'Etat une subvention au taux le plus élevé possible pour compenser la charge financière de la commune aux frais matériels de cette opération.

Annule et remplace la délibération du 11-03-2022 (devis société Pierre DURRIEU : 2 885 €).

Présents : 07 – Procuration : 01 – Votants : 08 – **POUR : 07** – Contre : 0 – Abstention : 01

DELIBERATION n° 2023-03-05 : REMPLACEMENT DU CAVEAU COMMUNAL ET CREATION D'UN DEPOSITOIRE

Monsieur le Maire propose de prescrire la démolition de l'ancien caveau communal menaçant de ruine pouvant compromettre la sécurité des familles, ce monument funéraire n'offrant pas les garanties de solidité nécessaires au maintien de la sécurité publique.

Dans ce cadre, Monsieur le Maire, après avoir donné lecture du devis de SAS G.MEDOUS sise Route de l'Isle-en-Dodon 31430 CASTELNAU-PICAMPEAU, propose de solliciter des subventions auprès des financeurs publics, du Conseil Départemental, du Conseil Régional et de l'Etat au titre de la DETR.

Le plan de l'opération est décomposé comme suit :

- Démolition et évacuation de l'ancien caveau communal et fourniture – pose d'un dépositoire : 6 575 € HT (TVA : 1 315 €) soit 7 890 € TTC.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** l'opération suivante « démolition de l'ancien caveau communal et pose d'un dépositoire »

- **RETIENT** le devis de SAS G.MEDOUS sise Route de l'Isle-en-Dodon 31430 CASTELNAU-PICAMPEAU,

d'un montant de 6 575 euros hors taxe soit 7 890 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout avenant, convention ou documents et pièces nécessaires à la réalisation de cette opération.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter de l'Etat, de la Région, du Conseil Départemental et toutes autres possibilités l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par le financement de cette opération.

ADOpte A L'UNANIMITE

DELIBERATION n° 2023-03-06 : PROPOSITION COMMERCIALE MODULE GRAPHIQUE CIMENTIERE

Dans le but d'avoir un outil adapté à nos besoins, Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le projet d'informatisation du cimetière communal. Deux prestataires ont été sollicités : BERGER-LEVRAULT et ADIC INFORMATIQUE

Monsieur le Maire donne lecture des deux propositions commerciales :

BERGER-LEVRAULT

Contrat module graphique de 36 mois avec constitution de données cartographique et suivi personnalisé : 1 808.40 euros hors taxe

ADIC INFORMATIQUE

Cartographie (levé topo), gestion de projet et formation sur site : 4 740 euros HT.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **RETIENT** le devis de BERGER LEVRAULT sise 64 rue Jean Rostand 31670 LABEGE d'un montant de 1 808.40 euros hors taxe.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le devis, tout avenant, convention ou documents et pièces nécessaires à la réalisation de cette opération.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter de l'Etat, de la Région, du Conseil Départemental et toutes autres possibilités l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par le financement de cette opération.

ADOpte A L'UNANIMITE

DELIBERATION n° 2023-03-07 : ETUDE ENVIRONNEMENTALE TRANCHE OPTIONNELLE PHASES 2 ET 3

Par délibération en date du 18 février 2021, le conseil municipal, après consultation relative à la reprise du schéma d'assainissement, a retenu le devis du bureau d'études ETEN Environnement d'un montant de 30 580 euros HT (complément d'étude au schéma d'assainissement TRANCHE FERME 19670 € + TRANCHE OPTIONNELLE selon demande des services de l'Etat : 10910 €).

A l'unanimité, le conseil municipal DECIDE de :

LANCER la TRANCHE OPTIONNELLE phases 2 et 3 d'un montant de 5 100 € HT (6 120 € TTC) concernant :

- . l'accompagnement de l'élaboration du document d'urbanisme : 1 800 € HT
- . l'évaluation environnementale du PLU : 3 300 € HT

ADOpte A L'UNANIMITE

DELIBERATION n° 2023-03-08 : DEMANDE DE SUBVENTION REGION – ETUDE URBAINE TURBINES

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le 11 mars 2022, il a été approuvé par délibération le lancement d'une étude urbaine élaboré par le CAUE dans le cadre d'un développement urbain et un aménagement du territoire. Il propose de solliciter une subvention auprès du Conseil Régional afin de financer cette opération confiée à l'agence TURBINES sise 5 rue Compans 31500 TOULOUSE.
Montant : 24 375 € HT (TVA : 4 875 €) soit 29 250 € TTC.

A l'unanimité, le conseil municipal :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter du Conseil Régional l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels et d'études nécessaires.

ADOpte A L'UNANIMITE

DELIBERATION n° 2023-03-09 : ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N° 2022-05-03 « MISE EN PLACE ALARMES » ERREUR MATERIELLE

Dans la délibération n° 2022-05-03, une erreur matérielle s'est glissée. Il faut lire « mise en sécurité des bâtiments et équipements publics par l'installation d'alarmes et non de systèmes de vidéo protection ».

Monsieur le Maire rappelle que le devis de la société UBITECH - 4 rue des Frères Lumière – 78370 PLAISIR.
Montant : 4 146.97 euros HT (829.39 € TVA) soit 4 976.36 euros TTC a été retenu par délibération du 23 septembre 2022.

Par 07 voix POUR, 1 abstention (DI MARE J.), le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la mise en sécurité par l'installation d'alarmes de la salle des fêtes, le terrain de tennis et le boulodrome.

Annule et remplace la délibération du 23-09-2022

Présents : 07 – Procuration : 01 - Votants : 08 – **POUR : 07** – Contre : 00 – Abstention : 01

DELIBERATION n° 2023-03-10 : MOTION CONTRE LA REFORME DES RETRAITES

Le conseil municipal apporte sa contribution au débat national et son soutien au mouvement de contestation contre la réforme des retraites et son adoption par l'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution qui vient à l'encontre de deux piliers de justice sociale et environnementale, et de démocratie, qui soutiennent notre politique communale.

Considérant ainsi que cette réforme est socialement injuste :

- Qu'elle précarisera davantage les actifs en situation de fragilité : les jeunes, les femmes moins bien rémunérées que les hommes et leurs carrières hachées, les moins diplômés et tous ceux qui subissent de plein fouet la précarisation du marché du travail
- Que l'allongement de la durée de cotisation pénalisera en premier lieu les 14 millions de personnes qui exercent des métiers à forte pénibilité
- Que la justification de la réforme ne prend pas en compte les richesses non marchandes produites par les personnes retraitées, richesses pourtant essentielles à la cohésion nationale, comme l'engagement associatif ou le soutien familial.

Considérant que la méthode choisie par le gouvernement fragilise notre démocratie :

- Que le Gouvernement maintient ses mesures en faveur du recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation par un passage en force et sans vote avec l'article 49.3
- Que cette réforme est présentée dans le cadre d'un projet de loi rectificatif du budget de la Sécurité

Sociale, réduisant le débat parlementaire à 50 jours, une première au cours de la Ve République

○ Que plus de 40 % des maires étant retraités, l'allongement de cotisation aura un impact sur les candidatures à ce mandat qui reste essentiel à la cohésion nationale.

Considérant en outre que cette réforme des retraites aura un impact important pour le territoire de BOIS DE LA PIERRE, ses agents et ses habitants :

○ Qu'au sein de notre collectivité, comme de toutes les collectivités territoriales, un certain nombre de missions induisent une forme de pénibilité entraînant inaptitude et arrêts de maladie

○ Qu'au cours de ces dernières années, la précarité s'est accrue

○ Qu'une grande majorité des responsables associatifs sont des personnes retraitées, que le recul de l'âge de départ à la retraite prive les associations et les villes des « retraités actifs » désireux de s'engager pleinement dans les missions de service public, impactant ainsi l'ensemble des services essentiels rendus par les associations, indispensables à la cohésion sociale des villes

○ En conséquence, le conseil municipal apporte son soutien à la mobilisation citoyenne, politique et syndicale contre cette loi et demande au Président de la République :

- De ne pas promulguer ladite loi
- De mener une véritable concertation avec les partenaires sociaux et les citoyens pour l'accès de toutes et tous à une retraite digne


Après délibération, le Conseil Municipal, par **5 VOIX POUR, 3 VOIX ABSECTIONS** (L.MARLATS, A. GARCIA VILLAR, E. WOUTERS) décide

- D'ADOPTER la motion telle qu'exposée ci-dessus.

Présents : 7 – Procuration : 01 – Votants : 08 – POUR : 05 – Contre : 00 – Abstentions : 03
--

QUESTION DIVERSE : néant

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 00 heure 07.

NOM Prénom	Fonction	Signature
WAWRZYNIAK Stéphane	Maire	
MARLATS Laurence	Conseillère municipale Secrétaire de séance	